

---

## **Dossier d'Appel d'Offres pour l'élaboration d'un guide des méthodes de préparation, de suivi et évaluation des projets d'investissement publics.**

---

**Projet :** Appui à la mise en œuvre du PDES (PAMO)

**P.N. :** 21.2219.0-001.00

**Dates :** Avril 2023

---

### **I. Contexte et justification**

En matière de planification, le Niger a de solides et longues expériences, de l'indépendance à nos jours. A cet effet, de nombreux outils de planification stratégique et opérationnelle ont été élaborés et mis en œuvre.

Il reste que la fonction de planification a souffert au Niger durant la décennie 1990-2010 à cause d'une certaine instabilité institutionnelle, causant la disparition, dans l'architecture gouvernementale, du Ministère du Plan ayant créé une certaine léthargie de planification nationale.

Toutefois, depuis l'avènement de la 7<sup>ème</sup> République, la fonction de planification a été relancée, à travers la réhabilitation du Ministère en charge du Plan et l'adoption d'une note d'orientation stratégique pour un développement durable et une croissance inclusive. Cette note, prévoyait depuis 2011, l'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme Intérimaire de Cadrage de l'Action Gouvernementale (PICAG 2011-2012), d'une Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035 et d'un Plan de Développement Economique et Sociale (PDES) 2012-2015.

Dans le cadre de l'opérationnalisation de ladite note d'orientation, le Niger est doté aujourd'hui d'une Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035 adoptée en mai 2017 qui est déclinée en des Plans quinquennaux de développement dont de Développement Economique et Sociale (PDES) 2017-2021 et le PDES 2022-2026 qui est actuellement mise en œuvre.

Tous ces changements sont intervenus de manière presque concomitante avec l'adoption des réformes budgétaires de l'UEMOA, une meilleure articulation de la chaîne Planification-Programmation Budgétisation-Suivi-Evaluation (PPBS),

l'adoption de la décentralisation comme stratégie de développement et la GAR, car norme de gestion du développement. Cette dernière oblige les dirigeants à faire les choix d'investissements les plus rentables et les plus réalistes pour optimiser les ressources publiques.

Dans cette optique, le Ministère du Plan a pris un arrêté<sup>1</sup> portant processus d'analyse et de sélection des projets et programmes d'investissements le 03 novembre 2021. Le même arrêté crée un organe chargé de l'évaluation, de la sélection et de la priorisation des besoins en investissements publics (dénommé comité d'Analyse et d'éligibilité au Programme des Investissements Publics).

Afin de répondre efficacement à ces exigences ci-dessus développées, le Ministère du Plan, à travers sa Direction Générale de la Planification et de la Programmation du Développement (DGPPD) envisage d'élaborer un guide de préparation, de sélection et de suivi évaluation des projets d'investissements publics. Cette activité s'inscrit dans l'atteinte du résultat 1 du PAMO à avoir le renforcement des capacités de préparation des projets d'investissement publics.

Les présents termes de référence sont élaborés pour le recrutement d'un consultant régional chargé d'élaborer le guide de préparation, de sélection et de suivi évaluation des projets d'investissements publics.

## **II. Objectif**

---

L'objectif global est de contribuer à l'amélioration des capacités de préparation et suivi évaluation des projets d'investissements en mettant à la disposition du ministère du Plan et des ministères sectoriels un guide détaillant les acteurs intervenant dans le processus ainsi que leurs rôles, le processus d'élaboration, d'instruction et de programmation des projets et programmes d'investissement publics.

## **III. Objectifs Spécifiques**

---

De manière spécifique, cette prestation de service vise à opérationnaliser l'arrêté N°000041/MP du 03 novembre 2021 portant processus d'analyse et de sélection des projets et programmes d'investissements. Ainsi, le consultant sélectionné pour la mission aura pour rôle d'élaborer le guide du processus susmentionné. Il s'agit de :

- Décrire le cadre conceptuel du processus d'évaluation en mettant par exemple l'accent sur (i) les concepts de projets et programmes dans l'approche de la GAR et (ii) les concepts, les objectifs des méthodes d'évaluation retenues
- Décrire le cadre institutionnel de l'évaluation ou du processus d'évaluation ainsi que les acteurs

---

<sup>1</sup> Arrêté N°000041/MP du 03 novembre 2021

- Décrire la démarche pour l'évaluation (méthodes de sélection ou d'éligibilité et de priorisation des projets d'investissements au programme d'investissements de l'Etat)
- Proposer, sur la base des bonnes pratiques, des modes d'animation efficaces des comités ou organes chargés de l'évaluation

Comme tâches principales, le consultant aura :

- proposer une méthodologie pertinente et adaptée au contexte spécifique de mise en œuvre des projets d'investissements publics au Niger
- collecter les informations (entretiens, recherche documentaire, réflexion individuelle, etc.)
- piloter, modérer, animer les sessions de restitutions et d'élaborer les rapports
- élaborer le guide
- rédiger le rapport de la mission

#### **IV. Résultats attendus/ Livrables**

---

À l'issue de la mission, le guide de préparation, de sélection et de suivi évaluation des projets d'investissements publics est élaboré et adopté. Comme livrables, il est attendu :

- La note méthodologique incluant la feuille de route et outils de collecte
- Le guide de préparation des projets d'investissement publics
- Le rapport final de la mission

#### **V. Méthodologie**

---

Le consultant sélectionné devra travailler étroitement avec l'ensemble des parties engagées dans la préparation des projets d'investissement publics (Ministère du Plan, Ministère des Finances, Ministères sectoriels, partenaires techniques et financiers) et le projet de la GIZ/PAMO. La démarche méthodologique sera participative et pourrait reposer à titre indicatif sur un certain nombre d'étapes, à savoir :

- Organiser une réunion de cadrage de démarrage
- effectuer une revue documentaire des textes de référence disponibles en matière de gestion de projet au Niger et rechercher des documents complémentaires et contribution propres;
- Analyser le fonctionnement et le montage institutionnel prévu pour la mise en œuvre du processus d'évaluation des PIP et l'ajuster, au besoin ;
- Recueillir et Intégrer les commentaires des partenaires techniques et financiers,
- présenter le projet de guide;
- Et après le consultant remettra la version finale intégrant les amendements de la DGPPD.

Le consultant pourra proposer, dans son offre, des approches et des étapes innovantes pouvant assurer l'efficacité et la qualité de la prestation. Celle-ci sera appréciée par la commission de sélection des offres de la coopération technique allemande. Dans son offre, le consultant devra répartir le budget en fonction des charges de travail du consultant (maximum 45 jrs/h) répartis comme suit :

Rubriques	Nombre de jours
Cadrage/Préparation	5 jrs
Analyse documentaire et entretiens	15 jr
Elaboration du guide	15 jrs
Validation	05 jrs
Rapport final intégrant les observations	05 Jours
Total jours/hommes	45 jrs

## **VI. Durée**

---

La durée totale de l'étude est de 45 H/J, y compris les réunions de validation et le délai d'intégration des observations et des suggestions du Ministère du Plan. Le consultant proposera une offre technique et une offre financière annexées d'un programme de travail qui seront appréciés par la commission de sélection des offres.

## **VII. Profil du consultant/cabinet**

---

Le consultant doit avoir une solide expérience dans l'élaboration des guides stratégiques et opérationnels. Il doit être un expert en planification, gestion de projet ou en Economie et avoir l'expérience d'animation des groupes multidisciplinaires et de haut niveau.

Le consultant doit être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Master 2 (Bac +5) au moins en gestion des projets, suivi-évaluation des projets et programmes ou en économie et bénéficier d'au moins 5 ans dans la gestion des investissements publics ou la conception des projets de développement, en suivi-évaluation des projets et d'au moins 10 ans d'expériences professionnelles dans l'élaboration d'outils méthodologique de planification stratégiques et opérationnels, de gestion du développement et d'une parfaite connaissance des réformes budgétaires et financières déclinées à travers les directives de l'UEMOA.

Une expérience sous-régionale est aussi souhaitée. L'expertise requise devra justifier d'une excellente capacité rédactionnelle en français et de bonnes capacités d'analyse et de synthèse. Il devra faire preuve d'une grande capacité d'écoute, d'un esprit critique affirmé et être force de propositions.

## **VIII. Budget estimatif**

---

Le budget de la prestation comporte le contrat de consultant, et la prise en charge des réunions de cadrage et de validation pour une vingtaine de personnes.